

ENTRETIEN

Haim Korsia

« Il faut désormais revenir à ce qui est essentiel »

A Il est des traditions auxquelles on ne saurait déroger. La rencontre avec le grand rabbin de France que nous réalisons chaque année à la veille de Roch Hachana est l'occasion de revenir avec lui sur les moments qui ont marqué l'année, de dresser des perspectives et de formuler les vœux à la communauté. Si toutes les problématiques propres à la vie juive en France restent d'actualité, celle-ci est désormais dominée par l'épidémie de Coronavirus. C'est pourquoi cet entretien est essentiellement consacré à la crise sanitaire. Mais sur ce sujet comme sur les autres, le grand rabbin de France veut avant tout garder espoir.

PROPOS RECUEILLIS PAR LAËTITIA ENRIQUEZ ET YAËL SCEMAMA

Actualité Juive Monsieur le grand rabbin, avant d'évoquer l'année qui vient de s'écouler, que souhaitez-vous au journal *Actualité Juive* pour son nouveau départ ?

Haim Korsia : Historiquement, ce journal représente une partie très importante du fonctionnement de la communauté juive. Je pense à Serge Benattar, zl, son fondateur, qui s'est tant impliqué dans la vie de ce journal et au-delà, dans la vie des communautés en aidant chacune d'entre elles et chacun d'entre nous. Il faut se souvenir qu'avant la création d'*Actualité Juive*, il n'y avait que peu de médias, pas très réguliers et qu'il n'y avait pas cette proximité avec les communautés. Ce journal a toujours eu vocation à créer la proximité, donc l'unité et le partage de toutes les activités. Il est important que cela puisse perdurer. Idéalement, et au-delà des considérations économiques, il fallait que ce journal continue. Même s'il faut, pour cela, s'adapter. Je trouve essentiel que le journal perdure, en ne reniant rien de son passé, mais en prenant à bras le corps les responsabilités qui sont les siennes aujourd'hui. Si les réseaux sociaux ont une nouvelle importance, le journal

a quelque chose de fondamental parce qu'il pose par écrit les événements que nous vivons. Peut-être pourrions-nous dire pour le journal, comme pour la communauté tout entière : « *Que finisse cette année avec ses vicissitudes et que débute une année nouvelle avec ses bénédictions* ».

De manière générale, quel est selon vous le rôle de la presse juive aujourd'hui ?

H.K. : Je pense qu'il est important que l'on puisse dire les choses, mais un média juif n'est pas l'organe ou la voix de la communauté juive parce que celle-ci est diverse et multiple. En revanche, il doit avoir une vocation d'unité et de défense des intérêts de la communauté et des personnes en état de faiblesse. J'ai souvenir de questions posées en Une d'*Actualité Juive* qui ont fait bouger les lignes dans certains

domaines. Celui du coût des vols vers Israël par exemple, qui avait forcé les responsables et décideurs à trouver des solutions.

Si cet entretien est, chaque année au moment des fêtes de Tichri, l'occasion d'aborder avec le grand rabbin de France différents thèmes d'actualité, celui de cette année sera, vous vous en doutez, dominé par l'épidémie de Covid-19 qui se poursuit. À l'heure où nous réalisons cette interview par Zoom, vous êtes vous-même confiné chez vous, après avoir contracté le Covid-19. La communauté a-t-elle pris conscience de la dangerosité persistante du virus ?

H.K. : Je respecte les règles édictées qui obligent à se confiner dès lors que l'on est testé positif au virus. C'est aussi une façon très collective de penser les choses. Chacun est le gardien de son frère. Si tout le monde joue le jeu - celui de respecter les distances, de se faire tester et au besoin, de rester

confiné - les choses fonctionnent. C'est d'ailleurs ce que l'on demande dans les synagogues ou les centres communautaires. Nous avons même anticipé les décisions gouvernementales avec une préscience qui tenait à une seule préoccupation : la prudence. Nous avons toujours demandé les mesures les plus strictes, comme s'abstenir d'embrasser le sefer-Thora et les mezouzot et, par ailleurs, nous avons exigé le port du masque quand celui-ci n'était pas encore imposé partout. Nous avons aussi recommandé aux personnes âgées de ne pas venir à la synagogue alors que rien ne nous y obligeait.

On a pourtant vu tout au long de l'été, dans le Sud de la France et à Cannes en particulier, des célébrations de mariage et autres festivités en présence d'un grand nombre de convives pas tout à fait masqués, presque comme si de rien n'était. Huit mois après le début de l'épidémie, n'a-t-on toujours pas compris le risque qu'il y avait à se réunir en grand nombre ?

H.K. : On a eu cette prise de conscience dès le début et on continue à l'avoir. Cependant, les voyages à l'étranger étant très restreints, tout le monde s'est

« Ayons confiance en l'avenir. Nous trouverons les moyens de juguler cette pandémie »



© STÉPHANIE LACOMBE/REA

retrouvé sur les mêmes lieux... La vie communautaire favorise, il est vrai, une forme d'oubli, tout comme cela est valable dès lors que trois personnes se réunissent et qu'elles considèrent qu'elles ne risquent rien. Or, la réalité est que le risque existe, d'où l'importance de garder partout et tout le temps les gestes barrières. Il va falloir adapter nos comportements et je considère que lorsque l'on peut faire les choses à minima, on doit pouvoir les maintenir.

Les spécialistes sont formels : la plupart des clusters se forment aujourd'hui dans les mariages et autres réunions de famille du fait

de la présence de plusieurs générations et de la proximité entre les personnes. Les autorités religieuses ne devraient-elles pas prendre la responsabilité de faire appliquer à la lettre les gestes barrières dès lors qu'elles sont appelées pour célébrer ces fêtes ?

H.K. : Oui, c'est aussi notre responsabilité et c'est la raison pour laquelle j'ai adressé un message à tous les rabbins leur rappelant les règles à faire respecter. Lorsque j'ai célébré un mariage, j'ai prévenu les invités de ne pas venir embrasser les mariés et j'ai rappelé sans arrêt

l'obligation du masque et des règles de distance physique. Il faut désormais tenir compte de ces mesures. Il ne s'agit pas d'empêcher les mariages mais d'avoir pour l'instant une nouvelle façon de les célébrer, de telle sorte à assurer et garantir la protection de chacun.

Cela étant dit, la situation concerne l'ensemble de la société et non pas uniquement la communauté juive. Ce sont les comportements de tous les citoyens dont il est question. Et nous en prenons notre part.

Le grand rabbinat de Marseille a publié à la fin du mois d'août un

UNE FOI INÉBRANLABLE EN LA RÉPUBLIQUE

Parmi tous les livres écrits par le grand rabbin Haïm Korsia, *Réinventer les aurores* (Éd. Fayard) est sans doute celui qui exprime le mieux ce qui motive son action. Donner au judaïsme cette capacité d'éclairer les nations et faire de la société son plus bel écrin. Publié juste avant la crise du Covid-19 en France, il incarne une volonté d'espérer et conjure le risque de repli qui menace chaque communauté, y compris la communauté juive. Un message encore plus pertinent aujourd'hui que jamais. L.E.



Réinventer les aurores
Haïm Korsia
205 pages, 17 €, Fayard

avertissement à l'intention des familles et des organisateurs de cérémonie, indiquant que « si le rabbin ou le délégué rabbinique constate le non-respect dans les systèmes de protection durant les cérémonies, il sera en droit d'exercer (un) droit de retrait ». Pourquoi cette mesure ne serait-elle pas appliquée par toutes les autorités religieuses sur l'ensemble du territoire français ?

H.K. : Chaque communauté doit être capable d'édicter les règles à même d'être respectées en fonction des habitudes et de la capacité à respecter les normes de tel ou tel endroit. Mais au-delà de tout, notre responsabilité avec les présidents et les rabbins des communautés c'est encore et toujours de faire respecter les règles comme nous faisons respecter les règles de la halakha car les règles sanitaires sont des règles de vie.

Revenons si vous le voulez bien sur ces premiers mois, terribles, de l'épidémie. Nous avons connu des épisodes et des situations dramatiques. Comment, dans vos fonctions de grand rabbin de France, avez-vous vécu cette période ?

H.K. : Dans de telles situations, on n'est jamais seul. L'avantage réside dans la qualité du dialogue que nous avons toujours eu avec le président du Consistoire Joël Mergui, les rabbins et présidents de communautés, toutes les institutions ainsi qu'avec l'AMIF, l'Association des médecins israélites de France.

Il y a eu d'abord l'enjeu majeur de fournir de la viande et des produits cachers pour Pessah, en restant le plus calme possible sachant que beaucoup craignaient, voire criaient à la pénurie. Dans l'ensemble, l'approvisionnement a remarquablement fonctionné. Il est en outre notable d'avoir pu compter sur l'engagement des jeunes, des EEIF et de l'UEJF notamment, qui ont assisté les personnes âgées et tous ceux qui en avaient besoin.

J'étais en contact étroit avec le responsable du Conseil scientifique ainsi qu'avec le Premier ministre, le ministre de l'Intérieur et le ministre de la Santé. Bien entendu, nous avons un dialogue permanent avec toutes les grandes institutions communautaires

et beaucoup de cas individuels remontaient et nous trouvions chaque fois des solutions. Nous n'étions pas seuls. Lorsqu'il y a eu des décisions à prendre, nous les avons prises et je dirais même que nous avons eu une attitude plutôt modèle par rapport à d'autres cultes, dont la logique n'était pas forcément celle de protéger la population comme la nôtre. Non pas que l'on souffrait moins de ne pas prier en public. Néanmoins, je trouvais qu'il n'y avait aucune raison de faire prendre à quiconque le moindre risque. C'est la raison pour laquelle nous sommes allés au-delà des restrictions en maintenant les synagogues fermées pour Chavouot, alors que l'arrêté du Conseil d'État nous permettait de rouvrir. Nous estimions alors dangereux de rouvrir si vite et pour un si grand moment. Dans cette crise, la communauté juive a été citée en exemple pour sa capacité à faire passer des messages clairs. Radio Shalom m'a donné la possibilité de transmettre tous les jours en direct des informations importantes et j'ai beaucoup communiqué sur les réseaux sociaux dans

des moments de partage et d'espérance. La confiance de la communauté, la solidité de nos institutions communautaires nous ont permis de nous adapter à la situation. La cellule de crise constituée notamment du Consistoire, du Crif, du Fonds social, de l'OSE, de l'Opej a été formidable et mon représentant, le rabbin Moché Lewin, a été très réactif car il faisait le lien entre le terrain, les rabbins et les instances dirigeantes. Il fallait trouver une position d'équilibre face à la difficulté permanente de la poursuite des activités, tout en faisant courir le moins de risque possible à chacun d'entre nous.

Il n'a pas été possible d'enterrer des défunts comme les familles le souhaitent et de réaliser des toilettes mortuaires. Comment avez-vous fait face à ces renoncements halakhiques ?

H.K. : Il n'y a pas eu de renoncement et d'un point de vue halakhique, nous avons toujours fait ce qu'il fallait. Les dayanim des Consistoires ont été sollicités sur des questions nouvelles. À chaque fois, le grand rabbin Claude Maman, qui est responsable



national de la Hevra, a trouvé des réponses adéquates. Si la toilette mortuaire fait prendre un risque à ceux qui la font, alors il est interdit de la faire. Il existe aussi de nombreux autres cas où il n'est pas possible de la réaliser.

Beaucoup sont convaincus que la communauté juive a été davantage touchée que le reste de la communauté nationale par cette épidémie. Une polémique est même née autour du nombre de victimes que l'on aurait cachées... Que savez-vous de cette représentation de la communauté juive dans le nombre total des victimes ?

H.K. : Il y a eu des chiffres complètement fous venus d'on ne sait où qui ont été avancés. Globalement, la communauté est dans la moyenne nationale et comme elle est surreprésentée dans certains endroits de l'Est de la France et à Paris, lieux où sont apparus de nombreux clusters, et moins représentée ailleurs, on est dans la norme même si chaque mort nous est insupportable. On aura beau continuer de donner des explications rationnelles, cela n'empêchera pas certains de croire que l'on ne nous dit pas tout.

Deux catégories professionnelles ont été surreprésentées parmi les victimes car en première ligne contre cette épidémie : le personnel soignant et le personnel religieux. L'occasion ici de rendre hommage à tous les rabbins décédés du Covid...

H.K. : Le personnel religieux a payé un lourd tribut, celui de l'engagement. Il est bien évidemment important de rendre cet hommage à ces victimes et c'était le sens de la cérémonie que nous avons organisée le 8 juillet à la grande synagogue de la Victoire. Pendant toute la période de cette épidémie, les rabbins ont été présents. Certains l'ont payé de leur vie. Je pense notamment au rav Saadia de Marseille, au rav Hamou, au rabbin Shlomo Malka, mon ami, qui servait le judaïsme avec humanité et intelligence. Après les fêtes de Chavouot, j'ai tenu à assister au premier office de la synagogue de la rue Saint-Lazare où il officiait, pour accompagner cette communauté qui se retrouvait orpheline.

« Le risque existe, il va falloir adapter nos comportements »

Comment, en tant qu'homme, avez-vous fait face à cette situation qui nous est tombée dessus ?

H.K. : Si l'on appréhende les événements en se laissant écraser, on ne peut rien faire. Je vois la difficulté qu'il y a à relancer la vie communautaire, qui souffre à l'image de la communauté nationale. Or, il y a toutes les raisons d'investir, de croire et d'espérer. Car toutes les questions qui, à côté d'une épidémie, peuvent paraître secondaires sont, en réalité, les questions de la vie. Le judaïsme a une doctrine absolue : « Tu choisiras la vie » (Dt. XXX, 19). On fait donc confiance à l'avenir et on trouvera les moyens de juguler cette pandémie. En attendant, on apprend à vivre avec et l'on fait en sorte de poursuivre les activités tout en respectant les nouvelles règles de conduite de la manière la plus stricte.

Bien sûr, la solution la plus simple serait de dire : on ne fait plus rien. On ne célèbre plus de mariage, ni de fête, ni aucun autre événement en attendant une hypothétique amélioration de la situation.

La question s'était d'ailleurs posée pendant le confinement au sujet des circoncisions. On aurait pu dire qu'on ne les faisait plus et qu'on décidait de les reporter. Mais quand les risques inhérents à réaliser une circoncision au bout de deux mois sont apparus plus importants que son maintien dans le respect de règles strictes, nous avons fait le choix de relancer les circoncisions, avec l'avis et les recommandations des médecins et, bien entendu, de l'Association Française des Mohalim. Chaque sujet, chaque situation doit toujours faire l'objet d'un arbitrage. Mais, à la fin de la fin, le mot qui compte, c'est le mot « vie ». On peut donc rester écrasé par cette tragédie en se demandant comment cela a pu arriver. Mais je me dis que quoi qu'on puisse vivre, on ne pourra jamais avoir à subir ce que d'autres générations ont subi, lorsque les juifs ont été pourchassés, lorsque le judaïsme a été interdit ou lorsque d'autres drames se sont déroulés. L'adaptation à un risque sanitaire, c'est une adaptation globale pour l'ensemble de la société et l'on en prend notre part.

Cette crise nous a aussi permis de retrouver l'espérance de la

« Il doit y avoir des liens forts, des liens spirituels, entre les Juifs du monde et Israël, mais ce ne sont pas des liens de nationalité »

modestie. C'est ce qu'explique notamment avec son talent Bernard-Henri Lévy dans son formidable livre *Ce virus qui rend fou*. Nous avons entendu tout au long de ces mois d'excellents médecins intervenir dans les médias et se contredire les uns les autres. Ces contradictions successives nous ont fait oublier le devoir d'humilité. Et BHL commente d'ailleurs un adage talmudique : « *Le meilleur des médecins ira en enfer* », en expliquant qu'il s'agit de celui qui se prend pour le meilleur, alors que ce virus déroutant nous prouve que c'est de modestie dont nous avons tous besoin, comme le dit Maïmonide, notre « plus grand

médecin-rabbin ».

Quel est votre sentiment sur le moral de la communauté aujourd'hui ?

H.K. : Les gens ont essayé de s'adapter. Notre vie est éminemment sociale. La communauté juive un peu plus, peut-être. Si certains y voient là une faiblesse, moi j'y vois une force. La réponse à tout ce qui nous a frappés passe par la solidarité, par l'accompagnement et le soutien des personnes âgées et isolées. De mon point de vue, ce lien social auquel nous sommes attachés est une force. Il y a aussi des projets en cours qui concernent le quotidien de la vie. Dans un autre entretien, en une



Haïm Korsia avec le Rav Adin Steinsaltz à l'Institut de France.

autre année, je vous aurais parlé de ces sujets qui avancent. La fourniture de repas cachers aux communautés qui en manquent, l'adaptation des rabbins aux attentes de leurs communautés, la façon dont on peut aider les jeunes à se rencontrer... Il y a un enjeu à produire de l'intelligence communautaire et donc du sens. Nous avons des défis à relever qui sont les défis de la construction de la communauté juive de demain.

Les fêtes de Tichri vont commencer. Quelles directives ont-été données aux communautés pour accueillir les fidèles dans les synagogues ?

H.K. : Elles appliqueront les règles qu'elles appliquaient déjà à la sortie du confinement : obligation absolue du port du masque, obligation de respecter les distanciations physiques, à l'exception des personnes d'une même cellule familiale qui pourront s'asseoir côte-à-côte, et utilisation du gel hydroalcoolique avant d'entrer à la synagogue. La préparation du protocole se fait sous les directives des médecins référents et bien sûr, il y aura des aérations régulières des lieux de prière. Je précise que l'utilisation du gel le jour de Kippour est autorisée. Il y aura l'obligation de s'inscrire au préalable. Nous allons adapter les situations et pour les moments d'affluence particulière, comme le moment de la prière de Neïla à la fin de Kippour, nous préconiserons de rassembler la foule en extérieur dans les cours des synagogues dès lors que cela sera possible avec, toujours, le port du masque.

Vous attendez-vous à une baisse de la fréquentation des synagogues pour les fêtes ?

H.K. : Le premier jour de Roch Hachana tombe cette année un samedi. Il n'y aura donc pas de sonnerie du choffar et donc sans doute moins de monde que d'habitude. Le lendemain, on peut imaginer que l'on aille sonner du choffar chez les personnes âgées, comme on l'a toujours fait les années précédentes pour les personnes malades ou celles qui ne pouvaient se déplacer. Nous avons réfléchi à la façon dont il convient de sonner du choffar, car c'est un objet qui, lorsque l'on souffle dedans, envoie des

projections. Il faut se couvrir d'un talit au moment de le sonner. Globalement, il faudra veiller à protéger tout particulièrement les personnes âgées et les personnes malades ou vulnérables. Nous n'exigerons pas un test PCR négatif à tous ceux qui viendront, mais si chacun pouvait effectuer un test avant de venir à la synagogue, de sorte à garantir la protection de son prochain en pleine conscience, ce serait évidemment préférable. Il faudra adapter localement les protocoles en fonction des lieux et des situations. Nous avons adressé une note à toutes les synagogues pour préciser les modalités du protocole.

Cette situation crée un manque à gagner financier important pour les synagogues. Comment vont-elles survivre ?

H.K. : D'après ce que me disent les responsables de communautés,

les fidèles prennent leurs places et leurs cotisations même s'ils n'ont pas l'intention de venir. Oui, les pertes financières sont là, et une réflexion communautaire s'est engagée pour aider les différentes communautés et les associations concernées par ces difficultés. Nous sommes en train d'étudier un plan d'action au niveau national, qui permettra de créer un fonds d'aide et éviter ainsi des fermetures.

Redoutez-vous un ralentissement de la vie juive, tant les pertes économiques accusées depuis le début de l'épidémie sont grandes ?

H.K. : Il n'y a pas de raison d'être alarmiste et je rappelle que toutes les communautés se sont maintenues malgré le confinement. Nous avons pu constater la solidité de nos institutions. Le gouvernement a également mis en place des mesures de protection hors normes. Même si des

« Quand une société se délite, le premier marqueur est l'antisémitisme »

personnes continuent de n'être payées qu'à 84 % de leur salaire, d'une manière globale, personne n'est resté sur le carreau. Je me dis aussi que je préfère vivre aujourd'hui en France plutôt qu'ailleurs, par exemple aux États-Unis, où il n'existe pas pareille protection sociale. Cela dit, et en effet, il y a un effort collectif à réaliser. Des fonds qui permettent d'aider les familles nécessiteuses à inscrire leurs enfants en école juive existent déjà et sans doute faudra-t-il les développer davantage pour aider les familles qui se retrouvent désormais en grande difficulté. Le lien social va avoir une importance accrue car il faudra être encore davantage présent auprès des familles en difficulté, ce que l'on a toujours su faire. La communauté juive a, au cœur, cette tradition de solidarité.

Dans votre livre, *Réinventer les aurores*, paru aux éditions Fayard juste avant le début de l'épidémie, vous écrivez que toute crise est l'occasion d'une maturation. Est-ce le cas ici ?

H.K. : La méthode est toujours plus intelligente lorsqu'elle est pensée en amont. Là, les gens ne peuvent pas faire autrement. Quoi qu'il en soit, il faut désormais revenir à ce qui est essentiel.

Parlons maintenant de la relation entre Israël et la Diaspora. La fermeture des frontières d'Israël a été ressentie comme un abandon par beaucoup de Juifs à travers le monde. Pour la première fois, Israël n'était plus un refuge. Comment restaurer ce lien que l'on a toujours dit indéfectible ?

H.K. : Les lois qu'Israël a mises en place avaient pour but de protéger sa population. La difficulté est que chacun, dans ce qu'il subit, pense que ses raisons d'aller en Israël sont les plus importantes. Je rappellerai toutefois que le consulat général d'Israël a réalisé

un travail considérable pour défendre chaque dossier, chaque situation. Il n'empêche, toute cette fluidité à laquelle on est habitué a pu manquer.

La réalité est que l'on peut être très proches, comme le sont la France et Israël, et avoir des règles différentes. En Israël, les modalités de confinement étaient plus sévères qu'en France. Ainsi, un Français qui n'avait pas respecté ces règles a écopé d'une très forte amende et d'une interdiction d'entrée sur le territoire de cinq ans. Chaque pays est légitime à définir ses lois comme il l'entend pour se protéger. Et avec un seul point d'entrée (l'aéroport), le système israélien est plus simple à contrôler.

Quel est votre avis sur la question du droit à la nationalité israélienne, dont on a beaucoup entendu parler ces derniers mois ?

H.K. : Je pense qu'il doit y avoir des liens forts, des liens spirituels entre les Juifs du monde et Israël, mais ce ne sont pas des liens de nationalité. Il ne faut pas céder à l'émotion et accepter que des distinctions d'ordre juridique puissent exister. Je comprends la souffrance des personnes que la crise sanitaire a séparées, comme lorsque dans une famille, un conjoint est israélien et l'autre pas. Israël a établi des règles pour les nationaux et les non-nationaux. En France, ces mesures nous ont paru logiques et il faut entendre que les Israéliens aient fait de même. Aujourd'hui, les familles qui se trouvent dans cet entre-deux doivent sans doute tirer les enseignements de ce qui s'est passé et clarifier leur situation. Bien sûr, il y a un droit pour tout Juif dans le monde d'être citoyen israélien, mais ce droit n'est pas automatique. Il faut en avoir la volonté puis formaliser sa demande à travers un certain nombre de démarches administratives.

Le blé nourrit

L'orge enrichit

La datte adoucit

La figue réjouit

Le raisin enivre

La grenade soigne

L'olive éclaire

Ness assure

Hashem bénit

Chana Tova!

Ness Assurances
28 rue la Boétie 75008 Paris
RCS Paris : 518 626 254
ORIAS : n°10053185 (www.orias.fr)
Sous le contrôle de l'ACPR
(Autorité de contrôle prudentiel et de résolution)
Site web : nessassurances.com
Tel : 01 75 43 91 32



Les observateurs prédisent une hausse de l'Alyah à la faveur de la crise sanitaire. Cela vous semble-t-il plausible ?

H.K. : La crise sanitaire a obligé beaucoup de monde à faire des démarches d'Alyah, car il n'y avait pas d'autres possibilités pour obtenir un passeport israélien et entrer en Israël. Aujourd'hui, je ne peux pas dire ce qui adviendra et je ne sais pas s'il y aura plus ou moins d'Alyah. Néanmoins, je ne crois pas que cette crise va faire changer de vie ceux qui n'éprouvaient pas avant le désir de partir.

Le grand rabbin Pinhas Goldchmidt, président des rabbins européens, a demandé au parlement israélien d'intégrer la volonté des membres d'une famille de visiter des personnes en fin de vie. Chaque histoire particulière a été examinée par les services israéliens et nous sommes beaucoup intervenus afin d'aider chacun.

Plusieurs études d'opinion ont établi une corrélation entre la crise sanitaire et la montée de l'antisémitisme partout dans le monde. Comment interprétez-vous ces manifestations ?

H.K. : Il est toujours terrible de constater que quelle que soit la situation catastrophique dans le monde, l'antisémitisme progresse. Dès qu'il y a un problème, c'est la faute des Juifs. D'où ma prudence, tout à l'heure, lorsque vous m'avez interrogé sur le nombre de morts dans la communauté juive, pour ne pas entrer dans un débat fallacieux car si on dit qu'il y en a beaucoup, on déduira que c'est de notre faute et si on dit qu'il y en a peu, on déduira que l'on a été surprotégé. Malheureusement, quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, on alimente cette haine qui est, en réalité, le symptôme d'une grande peur. Quand une société se délite, le premier marqueur est l'antisémitisme. C'est la raison pour laquelle nous nous battons depuis toujours auprès des gouvernements successifs pour lutter contre l'antisémitisme. Nous ne devons rien céder, car rien n'est dérisoire ni tolérable en matière de propos et encore moins d'actes antisémites. Tant qu'on ne fera pas de cette lutte une grande cause nationale, en y associant les

NOUS AUTRES JUIFS
NOUS DEVONS NOUS
SERRER LES COULEDES
DANS LE RESPECT DES
DISTANCES DE SÉCURITÉ.



moyens financiers nécessaires, et sans une volonté politique ferme, nous ne pourrions pas lutter contre ce mal. Nous pouvons contenir l'antisémitisme, mais nous ne pourrions jamais l'éradiquer, car il relève de la haine de soi. Ces sociétés qui produisent de l'antisémitisme sont des sociétés qui se détestent. Et en temps de pandémie comme celle que nous vivons, il faut trouver un coupable. C'est le propre du complotisme - « On ne nous dit pas tout » - et le mécanisme classique de défense contre la peur.

La lutte contre l'antisémitisme risque-t-elle de ne pas être entendue comme elle le devrait dans le contexte actuel, où les priorités gouvernementales sont tournées vers la gestion de la crise ?

H.K. : Je peux vous assurer que le ministre de l'Intérieur est très mobilisé sur cette question. C'est à la grande synagogue de La Victoire que Gérard Darmanin a effectué sa première visite officielle le 10 juillet dernier. Il a souhaité assister à l'office du vendredi soir et nous rencontrer, le président du Consistoire et moi-même, pour nous dire : « Je suis avec vous ». C'est bien un signe de son implication pleine et entière. Nous attendons maintenant de voir ce que sera la mobilisation

des magistrats, car se pose naturellement la question des condamnations. Quand certains magistrats observent une forme de clémence incompréhensible à l'égard de coupables présumés d'actes et de propos antisémites, c'est un signal terrible d'impunité qu'on envoie.

Le procès des attentats de janvier 2015 contre Charlie Hebdo et l'Hyper Cacher s'est ouvert le 2 septembre. De quoi ce procès est-il le nom ?

H.K. : C'est un procès qui nous replonge dans un temps d'inquiétudes. On nous dit qu'il s'agit du procès des « seconds couteaux ». Non, il s'agit du procès de comparses qui ont permis la réalisation de ces attentats. Il s'agit aussi du procès de l'ensemble de la société, la société qui a produit ces assassins, qui a laissé faire et qui a fermé les yeux.

Les témoignages terribles de Riss ou des autres survivants de

Charlie, celui poignant de Zarie, la caissière de l'Hyper Cacher, peu avant l'ouverture du procès, qui a transformé sa vie pour tenter de réparer au quotidien quelque chose alors qu'elle n'est coupable de rien, m'ont bouleversé. Chacun d'entre nous devrait avoir une démarche similaire. Se sentir concerné et tenter à sa manière d'apporter sa réparation à cette dérive de la société.

Empêché par la crise sanitaire, le débat sur le séparatisme reprend ce mois-ci en France. Avez-vous le sentiment que les questions identitaires sont celles qui peuvent faire vaciller la France ?

H.K. : Ces questions identitaires n'apparaissent, à mes yeux, que quand la société est fragile sur le plan économique et social, comme si elles n'étaient qu'un épiphénomène. En réalité, quand la situation économique et sociale est bonne ou prospère,



« Mieux se comprendre pour mieux entreprendre »

SHANA TOVA

5780 a été une année catastrophique avec l'épidémie de Covid qui n'est toujours pas maîtrisée dans le monde, mais aussi porteuse d'espoir avec l'accord de paix entre Israël et les Émirats Arabes Unis, qui inaugure une ère nouvelle au Moyen-Orient.

Au nom de la Fondation France-Israël et de son conseil d'administration, je vous souhaite que 5781 soit pour vous, et tous ceux qui vous sont chers, une année pleine de réussite et surtout de bonne santé.

Faites bien attention à vous et j'espère vous retrouver en 5781 pour de nouvelles actions ensemble.

Dr. Muriel HAÏM, Présidente

FONDATION FRANCE-ISRAËL

BP 20024 - 75008 Paris - Cedex
Tél : +33 (0)1 82 28 95 85

info@fondationfranceisrael.org
www.fondationfranceisrael.org

ces questions identitaires sont secondaires. Néanmoins, on a pu voir des groupes, notamment des listes communautaires, prôner autre chose que les valeurs de la République et là-dessus, il faut être d'une fermeté sans faille. C'est ce qu'annonce me semble-t-il le gouvernement.

En mai dernier, la mort de George Floyd a suscité un immense mouvement de protestation contre le racisme partout dans le monde, mais en France, il s'est incarné en de soi-disant groupes antiracistes, indigénistes et racialisés. Comment expliquez-vous ce dévoiement du combat antiraciste ?

H.K. : Ce dévoiement incarne la vraie lutte qui s'engage. Au fond du fond, on voit bien que ces mouvements profitent de la complicité idéologique d'une certaine presse d'extrême-gauche, qui se retrouve dans toutes les représentations niant l'unité de la République. Cette même presse, d'ailleurs, qui fait de la lutte contre Israël l'alpha et l'oméga de la politique mondiale. « Racisés », « non-racisés » : ces mots sont insupportables au bon sens. Ils sont inadmissibles et contraires à la République, qui incarne précisément la diversité, tout en permettant d'être différents mais ensemble avec une volonté de se rassembler. Ce dévoiement est similaire au dévoiement de la lutte pour l'écologie, qui veut faire de l'écologie une lutte pour la décroissance et donc la négation de nos sociétés. J'ai le sentiment que c'est le son de l'époque. Les plus belles idéologies, les plus grandes, sont utilisées contre elles-mêmes par certains qui se disent « Écrasons cette République sous son espérance ».

Quelle voix les Juifs français ont-ils vocation à faire entendre pour faire échec aux tentations antirépublicaines ?

H.K. : Notre chemin de toujours est la République. Chaque fois qu'on a réaffirmé la place de la République, la place des Juifs a été la plus sereine et la plus évidente. C'est toujours la République qui a défendu les Juifs. Aujourd'hui, se battre pour la République, c'est se battre pour l'unité contre l'uniformité. Ce n'est

pas imposer le même rêve à tous mais faire en sorte que chacun puisse vivre le sien sans que le rêve des uns ne vienne contester celui des autres.

Ce que nous essayons de construire dans la communauté juive et que nous arrivons à vivre, il faut le construire aussi dans l'ensemble de la société.

Pour cela, il faut faire des efforts. Or, nous vivons dans un monde qui ne veut plus en faire. Nous voulons tout et tout de suite en claquant des doigts. Mais non. Les véritables mouvements de la société sont engagés par des efforts.

« Notre chemin de toujours, c'est la République. C'est toujours la République qui a défendu les Juifs »

Vous ne faites pas mystère de la complicité intellectuelle qui vous lie au président Emmanuel Macron. Avez-vous le sentiment d'être entendu par lui sur les grands sujets ?

H.K. : Je ne saurais vous répondre, mais il est vrai que dans mes fonctions, il m'arrive de voir des choses importantes et une partie de mon travail réside aussi en la possibilité de dire des choses à l'État. Pendant le confinement, par exemple, il y a eu un débat au sujet de l'expression « distanciation sociale ». Il me paraissait que le terme était inadéquat, car si nous devions nous distancer physiquement, nous ne devions pas le faire socialement. Au contraire, il nous fallait maintenir le lien social. Je m'en suis ouvert dans le cadre d'une réunion avec le Président par audio-conférence, qui a validé ma réflexion et le lendemain, le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur employaient de nouveaux éléments de langage.

Sur le plan international, quel regard portez-vous sur les processus de normalisation en cours entre Israël et un certain nombre de pays musulmans ?

H.K. : Cela donne beaucoup d'espoir et je suis heureux que ce soit un chemin que nous ayons ouvert en initiant des rapprochements avec certains dirigeants musulmans qui partageaient notre vision que des relations spirituelles pouvaient ouvrir des possibilités de relations diplomatiques. Les choses prennent du temps à arriver mais en fin de compte, il y a toujours de quoi espérer. Le judaïsme nous apprend que lorsqu'on tient à quelque chose de droit, cette chose s'avère. Nous n'avons jamais voulu fermer la porte. Récemment, j'ai appris qu'une Yéchiva à Jérusalem

s'était mise à étudier la Torah et la Guémara en arabe pour pouvoir ensuite les enseigner dans les pays qui s'ouvraient aux relations avec Israël. Je trouve cela formidable. J'entends souvent que des tensions au Proche-Orient font monter l'antisémitisme en France, et bien nous allons voir si un apaisement là-bas va faire diminuer la haine ici.

Les prochaines élections au grand rabbinat de France sont prévues en juin 2021. Serez-vous candidat ?

H.K. : Pour le moment, je suis en fonction, non pas en campagne. Nous verrons. Il y a six ans, les questions sanitaires n'avaient pas une telle importance. Je suis concentré sur la gestion de cette crise, qui nécessite mon attention au quotidien, et sur les fêtes de Tichri, qui sont un moment clé pour notre vie spirituelle et organisationnelle.

Actualité juive consacre dans cette édition un dossier important en hommage au rav Adin Steinsaltz, qui nous a quittés en août dernier. Que vous inspire sa disparition ?

H.K. : J'ai été très peiné par son décès. Le rav Steinsaltz était un très grand de la Torah. J'ai

eu l'honneur de le rencontrer à plusieurs reprises, notamment, la dernière fois à Paris, où il voulait absolument voir la Coupole et je l'ai donc emmené la visiter... Sa grandeur n'avait d'égal que son humilité. Il incarnait la sagesse juive dans la sagesse humaniste et a rendu accessible la Torah, la Guémara et le judaïsme au plus grand nombre, y compris à des personnes éloignées de leur identité et des textes. Tant de gens ont découvert le Talmud grâce à l'édition Steinsaltz... Nous avons eu la chance d'avoir cet homme dans notre génération, de le connaître ou de le côtoyer. Sa disparition nous oblige. C'est le mouvement de la vie dans le judaïsme. Quand on perd quelqu'un, on peut se désoler. Mais on peut aussi se réjouir de l'avoir connu. C'est aussi ce que disait Marguerite Yourcenar : « Plutôt que de nous désoler sur ce qui n'est plus, réjouissons-nous de ce qui a été ».

Monsieur le grand rabbin, en cette veille de Roch Hachana 5781, quels vœux souhaiteriez-vous adresser à la communauté juive ?

H.K. : Je voudrais d'abord souhaiter bonne santé à celles et ceux qui sont fatigués et qui ont souffert. « Bonne santé », c'est aussi considérer que le trésor que nous avons, c'est la santé, et que selon cette mitsva « Venishmartem meod lenafashote'hem » - Garde-toi et protège avec soin ta vie - il faut faire attention à notre santé. Et puis je veux partager deux choses : la joie et l'espérance. Malgré les mesures de protection et les masques, nous devons ressentir de la joie et garder l'espérance parce qu'à la fin, nous gagnerons et nous nous relèverons. Le judaïsme sera, une fois de plus, un modèle pour l'ensemble de la société. C'est ce que veut dire ce verset et ce que je voudrais souhaiter à la communauté juive à l'aube de cette nouvelle année, que l'on soit « Mamlekhet cohanim vegoy kadoch » - Un peuple modèle et qui entraîne toute la société à la sainteté. Que nous ayons toutes et tous des années nombreuses et heureuses, néimot ve tovoth, à la fois belles et bonnes. ■

Nos lecteurs face à Haim Korsia

AJ Quatre lecteurs d'Actualité Juive ont aussi interrogé le grand rabbin de France.



Guy Zaoui

Paris

« Monsieur le grand rabbin, vers qui vous tournez-vous quand vous avez une question halakhique délicate ? »

Haïm Korsia : Vers le dayan Chelly, le dayan du Beth-Din de Paris, qui est une référence nationale. Je peux également consulter un certain nombre de dayanim de France. Le rabbin Philippe Assous, qui a une responsabilité très importante pour le statut personnel, le dayan Teboul de Lyon, le dayan Szmerla de Strasbourg, le dayan Melloul de Marseille, le rav Mimoun de Marseille et le grand rabbin de Paris, Michel Gugenheim, qui était mon prof de Talmud au Séminaire. Je pense aussi au rav Haï Amram et aux dayanim Eliezer Wolff ou Chanoch Ehrentreu à l'étranger. Par exemple, quand on a initié, avec la Conférence des Rabbins Européens, un système pour bloquer les maris récalcitrants sur le guet en Israël, nous l'avons fait avec le rabbinat israélien, qui a discuté avec les membres de la Knesset pour obtenir l'universalité de cette loi. L'an dernier, des dossiers ont été réglés grâce à ces dispositions. Il faut se tourner vers des responsables halakhiques pour éclairer nos décisions. Il faut toujours s'appuyer sur des références, mais sans toutefois en dépendre totalement, car la nature de l'interprétation doit aussi tenir compte des événements et des moments.



Yona Benhamou

Paris

« Comment, si l'on est interrogé sur son judaïsme, doit-on répondre aux questions sur la pratique religieuse et expliquer la Torah sans heurter autrui et trahir le sens de sa pratique ? »

H.K. : Par nature, il ne faut jamais travestir les choses. C'est vrai que chabbat peut être difficile à expliquer, alors que c'est tellement génial à comprendre quand on le présente comme une limite à la dépendance absolue qui est la nôtre aux écrans et aux sollicitations externes. C'est le retour sur soi et une autre façon de vivre. La société rêve du Chabbat. Il y a un verset qui dit « La terre voudra ce Chabbat - Lévitique XXVI, 34 ». La société rêverait d'avoir un chabbat, c'est-à-dire un temps de césure. Quant aux obligations alimentaires, il me semble que la sincérité de la pratique sera toujours la meilleure des explications. Nous mangeons de manière différente toi et moi, mais nous mangeons ensemble, côte à côte. On ne s'exclue par l'un l'autre de nos vies.



Liliane Lavon

Nantes

« Pensez-vous que dominer la nature c'est l'asservir et pourquoi n'intervenez-vous pas plus là-dessus auprès des politiques et dans les médias comme vous le faites pour la bioéthique et le mariage pour tous ? »

H.K. : On ne communique peut-être pas assez sur ce que nous avons fait en matière d'écologie, mais nous œuvrons. Je pense notamment au moment de la COP21 à Paris. Le judaïsme a une vision écologique beaucoup moins doctrinaire que certains. Les écologistes d'aujourd'hui sont des décroissants, qui pénalisent toute activité et nous imposent aussi par idéologie une forme de diktat assez lourd. Or, nous n'avons pas attendu les partis écologistes pour savoir que l'Éternel nous a donné la Terre pour la travailler et la conserver. C'est l'interprétation du chapitre 2, verset 15 de la Genèse. Le but du travail est la conservation et nous nous exprimons là-dessus beaucoup, mais les moyens utilisés aujourd'hui sont des moyens qui ne sont pas les moyens de la discussion et de la transformation du comportement. Par exemple, la notion de « Bal Tach'hit » existe dans le judaïsme depuis toujours : « Tu ne gâcheras pas ». Tout ce qui vient de la terre est une bénédiction et on ne rejette pas une bénédiction. Nous avons la responsabilité de transmettre la planète à nos enfants et aux générations après nous et je vous garantis que je le dis en des auditoriums nombreux, y compris devant des commissions parlementaires.



Joëlle Baranès

Sarcelles

« Le départ des Juifs français vers Israël est-il inéluctable ? »

H.K. : Non, ce départ est possible pour ceux qui le veulent et nous avons toujours encouragé l'Alyah comme un choix personnel et réfléchi. La catastrophe serait une Alyah de fuite, parce que cela pourrait vouloir dire qu'on aurait manqué quelque chose en France en ne garantissant pas la sécurité de notre communauté. Ce serait un terrible constat d'échec de la République... Non, il faut que l'Alyah soit un choix ouvert à chacune et chacun sans que cela soit la seule solution. J'ai le sentiment qu'il faut se battre pour lutter contre l'antisémitisme et pour que le judaïsme ait sa juste place dans la République, c'est-à-dire celle de tous ses citoyens, pleine et entière.